

LE COMMERCE EN BREF

Avec une population d'à peine 220 000 habitants, le sultanat de Brunei Darussalam représente un marché intérieur plutôt limité, qui offre quand même des débouchés commerciaux bien réels. Le pays est très riche, ses investissements à l'étranger à partir de réserves évaluées à 15 à 20 milliards de dollars US lui rapportant d'importantes sommes d'argent.

Dans le cinquième plan quinquennal (1986-1990) de développement national du gouvernement de Brunei, le niveau global des dépenses est fixé à 10,2 milliards de dollars canadiens. Les dépenses totales au chapitre du développement sont fixées à 3,45 milliards, dont 1,35 milliard dans le secteur pétrolier et 1,64 milliard dans le secteur public. Les services sociaux représentent 29 p. 100 des dépenses prévues dans le secteur public, les utilités publiques, 20 p. 100, les transports et les communications, 20 p. 100, l'industrie et le commerce, 10 p. 100 et la défense, 10 p. 100.

La stratégie de diversification adoptée par le gouvernement dans le but de réduire la dépendance nationale vis-à-vis du pétrole et du gaz (qui représentent 99 p. 100 des exportations et 75 p. 100 du produit intérieur brut du pays) comprend des plans de perfectionnement des ressources humaines. L'accent est également mis sur l'amélioration de l'infrastructure et des services sociaux. La priorité est aussi accordée à la mise sur pied d'industries de remplacement des importations et à vocation exportatrice. La politique gouvernementale de conservation du pétrole combinée à la volatilité des prix de cette matière première s'est nettement répercutée sur le PIB, dont la croissance réelle a été de 4 p. 100 en 1986. Le gouvernement a également reconnu le caractère hautement prioritaire de la création d'une élite de cadres supérieurs, et c'est pourquoi la majorité des futurs dirigeants font leurs études à l'étranger (dont bon nombre au Canada).

À mesure que les autorités de Brunei tentent de diversifier l'économie nationale, de nouveaux débouchés se créent pour les consultants canadiens dans le secteur public, dans le domaine de l'enseignement et dans les petites entreprises manufacturières en co-participation. Plusieurs des nouveaux projets exposés dans le plan quinquennal ouvrent la voie à une participation canadienne, en particulier dans les secteurs des pêches, de la foresterie, des